

Bordereau attestant l'exactitude des informations - VILLEFRANCHE - TARARE - 6903 -
Documents comptables (B-S) - Dépôt le 04/07/2024 - B2024/003712 - 2017 B 00251 - 829 047
802 - GROUPE FAURE

GROUPE FAURE

Société par actions simplifiée

au capital de 300.000 €

Les ateliers du Golf – 122 chemin du Bief

LUCENAY (Rhône)

829 047 802 RCS VILLEFRANCHE-TARARE

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

LE PRESIDENT

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. C. C.', is written over a horizontal line. Below this line, there is a large, sweeping, curved flourish that extends to the right and then loops back towards the left.

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	1 640	1 276	364	692	- 328
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	500 000	100 000	400 000	400 000	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	20		20	20	
Prêts	30 181		30 181	30 181	
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	531 841	101 276	430 566	430 894	- 328
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	10 761		10 761	67 993	- 57 232
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	5 502		5 502	7 630	- 2 128
. Autres					
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	21 031		21 031	7 344	13 687
Charges constatées d'avance	11 126		11 126	695	10 431
TOTAL (II)	48 420		48 420	83 661	- 35 241
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	580 261	101 276	478 986	514 554	- 35 568



Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 300 000 Euros)	300 000	300 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	30 000	30 000	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-29 178	-29 619	441
Résultat de l'exercice	63 229	441	62 788
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	364 051	300 822	63 229
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	15 517	46 352	- 30 835
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	39 353	81 411	- 42 058
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 059	29 257	3 802
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	9 293	12 646	- 3 353
. Organismes sociaux	7 411	10 245	- 2 834
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	6 684	15 835	- 9 151
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	3 618	1 066	2 552
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		16 920	- 16 920
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	114 935	213 733	- 98 798
Ecart de conversion passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	478 986	514 554	- 35 568



Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	173 891		173 891	175 748	- 1 857	-1,06
Chiffres d'affaires Nets	173 891		173 891	175 748	- 1 857	-1,06
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			2 706	1 900	806	42,42
Autres produits			32	26	6	23,08
Total des produits d'exploitation (I)			176 629	177 674	- 1 045	-0,59
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			32 383	31 223	1 160	3,72
Impôts, taxes et versements assimilés			4 793	2 036	2 757	135,41
Salaires et traitements			113 237	113 771	- 534	-0,47
Charges sociales			32 933	30 914	2 019	6,53
Dotations aux amortissements sur immobilisations			328	328		0,00
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			5	63	- 58	-92,06
Total des charges d'exploitation (II)			183 679	178 334	5 345	3,00
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-7 051	-660	- 6 391	968,33
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			70 000		70 000	N/S
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			0	0		
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			70 000	0	70 000	N/S
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			259	526	- 267	-50,76
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			259	526	- 267	-50,76
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			69 741	-526	70 267	N/S
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			62 690	-1 186	63 876	N/S



Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 102	1 766	- 664	-37,60
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	1 102	1 766	- 664	-37,60
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	564	139	425	305,76
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	564	139	425	305,76
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	538	1 627	- 1 089	-66,93
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	247 732	179 441	68 291	38,06
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	184 503	179 000	5 503	3,07
RESULTAT NET	63 229	441	62 788	N/S
Dont Crédit-bail mobilier	3 733		3 733	N/S
Dont Crédit-bail immobilier				



Annexes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 478 985,86 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 63 228,77 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 08/04/2024 par les dirigeants.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.



Annexes (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Actif immobilisé**

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 531 841

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	1 640			1 640
Immobilisations financières	530 201			530 201
TOTAL	531 841			531 841

Amortissements et provisions d'actif = 101 276

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	948	328		1 276
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières	100 000			100 000
TOTAL	100 948	328		101 276

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Install. gene. agenc. amenag. div.	1 640	1 276	364	5 ans
TOTAL	1 640	1 276	364	

Etat des créances = 57 570

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	30 181		30 181
Actif circulant & charges d'avance	27 389	27 389	
TOTAL	57 570	27 389	30 181

Produits à recevoir par postes du bilan = 10 761

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	10 761
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL	10 761

Charges constatées d'avance = 11 126

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



Annexes (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Capital social = 300 000**

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	30000	10,00	300 000
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	30000	10,00	300 000

Etat des dettes = 114 935

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	15 517	15 517		
Dettes financières diverses	39 353	39 353		
Fournisseurs	33 059	33 059		
Dettes fiscales & sociales	27 007	27 007		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	114 935	114 935		

Charges à payer par postes du bilan = 40 383

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	7
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	30 094
Dettes fiscales & sociales	10 281
Autres dettes	
TOTAL	40 383



Annexes (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Ventilation du chiffre d'affaires = 173 891**

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	165 000	94,89 %
Produits des activités annexes	8 891	5,11 %
TOTAL	173 891	100.00 %

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.



Annexes (suite)**AUTRES INFORMATIONS****Rémunération des dirigeants**

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Annexes (suite)**Tableaux financiers relatifs aux crédits-baux en cours**

Redevances payées	Immobilier	Mat. & Outil.	Autres immob.	TOTAL
Cumuls des exercices antérieurs				
Montants de l'exercice			14 164	14 164
Sous-total			14 164	14 164

Redevances restant dues	Immobilier	Mat. & Outil.	Autres immob.	TOTAL
A 1 an au plus			12 536	12 536
Entre 1 et 5 ans			21 938	21 938
A plus de 5 ans				
Sous-total			34 474	34 474

Valeur résiduelle	Immobilier	Mat. & Outil.	Autres immob.	TOTAL
A 1 an au plus				
Entre 1 et 5 ans			47 250	47 250
A plus de 5 ans				
Sous-total			47 250	47 250

Coût total du crédit-bail	Immobilier	Mat. & Outil.	Autres immob.	TOTAL
TOTAL			95 888	95 888



Annexes (suite)**DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE**

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 10 761

Produits à recevoir sur clts et comptes rattachés	Montant
Clients factures à établir(418100)	10 761
TOTAL	10 761

Charges constatées d'avance = 11 126

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatées d'avance(486000)	11 126
TOTAL	11 126

Charges à payer = 40 383

Emprunts & dettes auprès des étab. De crédit	Montant
Sur emprunts auprès établi. crédit(168840)	7
TOTAL	7

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseurs fnp(408100)	30 094
TOTAL	30 094

Dettes fiscales et sociales	Montant
Dettes provisio. pour congés payés(428200)	5 649
Charges sociales sur congés payés(438200)	1 476
Autres charges à payer(448600)	3 126
Taxe d'apprentissage (448620)	30
TOTAL	10 281



Annexes (suite)

RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Art : 133 et 148 du décret sur les sociétés commerciales

Tableau

Nature des Indications / Périodes	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/08/2019
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	16 mois	14 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
b) Nombre d'actions émises	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	173 891	175 748	163 013	231 930	194 603
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	63 557	769	-8 559	13 545	13 227
c) Impôt sur les bénéfices					
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	63 557	769	-8 559	13 545	13 227
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	63 229	441	-8 887	-86 746	13 227
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	2	0	-0	0	0
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	2	0	-0	-3	0
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	3	3	3	3	1
b) Montant de la masse salariale	113 237	113 771	104 329	138 112	116 080
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	32 933	30 914	31 696	46 494	44 989



Annexes (suite)

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Tableau

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
AF MECANIQUE	50 000	69 981	100	300 000	300 000			1 305 924	51 224	
CALADE ELECTRO EROI	50 000	-81 617	100	200 000	100 000			383 737	39 425	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										



GROUPE FAURE

Société par actions simplifiée

au capital de 300.000 €

Les ateliers du Golf – 122 chemin du Bief

LUCENAY (Rhône)

829 047 802 RCS VILLEFRANCHE-TARARE

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

SOUMISE A L'ASSOCIE UNIQUE PAR LA PRESIDENCE

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 63.228,77 €, de la façon suivante :

- à l'apurement du compte « *report à nouveau* » débiteur, la somme de ... 29.178,20 €
- le solde, soit la somme de 34.050,57 €
sur le compte « *autres réserves* »

Il est rappelé, pour répondre aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, faisant obligation de mentionner le dividende distribué au titre des trois derniers exercices ainsi que le montant des revenus distribués éligibles à l'abattement et de ceux non éligibles à cet abattement, qu'il n'y a pas eu de distribution au cours des trois précédents exercices.

**CETTE RESOLUTION A ETE ADOPTEE PAR L'ASSOCIE UNIQUE LE
28 JUIN 2024.**

LE PRESIDENT





GROUPE FAURE

Société par Actions Simplifiée au Capital de 300 000 Euros

Siège social : 122 rue du Bief
Les ateliers du golf
69480 LUCENAY

829 047 802 RCS VILLEFRANCHE - TARARE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

GMG Audit | 100 rue Louis Pasteur, Carrefour de la Trousse - 73490 La Ravoire | **04 79 71 79 79** | audit@my-mg.com | my-mg.com

SAS au capital de 10 000 € - 404 131 971 RCS Chambéry - Naf 6920Z - Identification TVA FR 06 404 131 971

Crédit Agricole des Savoie - IBAN : FR76 1810 6008 1092 5876 3105 009 - BIC : AGRIFRPP881

Société inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC Dauphiné Savoie

Bureau secondaire : 102 rue Garibaldi - 69006 Lyon



GROUPE FAURE

Société par Actions Simplifiée au Capital de 300 000 Euros

Siège social : 122 rue du Bief
Les ateliers du golf
69480 LUCENAY

829 047 802 RCS VILLEFRANCHE - TARARE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Associé Unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GROUPE FAURE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Les titres de participation figurant à l'actif du bilan ont fait l'objet de test de dépréciation à la clôture de l'exercice. Ils sont évalués selon les modalités décrites dans la note de l'annexe relative aux « Immobilisations financières ». Nos travaux ont consisté à apprécier les méthodes d'évaluation retenues pour ces immobilisations et à valider les hypothèses sur lesquelles se fondent ces évaluations. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces données.
- Les autres appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués qui sont fournis dans l'annexe des comptes annuels et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé Unique.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé Unique.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 13 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

GMG Audit
Julien PICARD
 Associé

